



LIMINAIRE CTL EMPLOI

Nous avons décidé de boycotter les première et deuxième convocation du CTL Emploi car depuis des années la Direction Générale des Finances Publiques n'a de cesse de réduire le nombre de ses agents.

Cette année cela sera près de 1500 emplois qui seront supprimés, portant à de 50000 le nombre de suppressions en 20 ans.

Cette année nous devrions passer sous la barre symbolique des 100000 emplois pour notre ministère. Notre Direction Départementale ne sera pas en reste et nous nous rapprocherons encore un peu plus des 450 emplois avec les 8 suppressions de postes prévues cette année.

Nous n'avons eu de cesse d'absorber des réformes ; Fusion, CDIF, le regroupement des structures,... qui ont impacté notre façon de travailler mais également nos vies de famille, notamment à cause de l'instabilité au niveau des règles de gestion (RAN, national ou local, un ou plusieurs mouvements, gel de postes, restructurations...). Il nous a fallu faire toujours aussi bien, voire mieux puisque les objectifs sont toujours revus à la hausse d'année en année, avec toujours moins d'effectifs. Les dernières trouvailles annoncées et les méthodes inédites de mise en place de celles-ci via un pilotage direct par Bercy, les attaques portées contre le réseau et le statut du fonctionnaire (CAP 22, loi de la transformation de la fonction publique, suppression des instances syndicales en cours de mandat, NRP) font que nous voyons plus vraiment l'intérêt de servir de caution à ce simulacre de dialogue social.

Les valeurs jusqu'à présent nôtres ont été tellement dégradées qu'il n'est plus tabou de parler de réduction de plage d'ouverture au public, ni même de rendre un service dégradé afin que les usagers ne reviennent plus ou moins souvent.

Le seul tabou instauré est celui du manque d'effectif alors qu'il devrait être au cœur de la réflexion sur les missions qui nous sont encore dévolues.

L'anticipation de la disparition de la TH et le prélèvement à la source ou le zéro cash à venir ne vont pas rendre le travail plus facile ni même faire disparaître comme par magie les usagers et leurs questions. La mise en place de standard téléphonique en SIP ou de MSAP ne va pas faire disparaître les problèmes de manque de personnel mais les amplifier.

Arrêtons ces réformes mal pensées et attaquons-nous au vrai problème sans tabou : le manque d'effectif.